

continuent d'avoir le respect de leurs voisins, car ceux-ci savent qu'ils ont emprunté pour acheter un autre tracteur, des terres ou pour réaliser quelque projet afin d'augmenter leur capacité de production. Par contre, ils considèrent d'un ridicule sans nom que des personnes au bord de la faillite empruntent pour acheter un piano, un nouveau téléviseur ou une nouvelle décapotable.

Monsieur le Président, nous avons aujourd'hui un gouvernement qui emprunte à tour de bras et sans orientation économique aucune. Il achète des pianos, des téléviseurs, des Alastair Gillespie, des sociétés pétrolières et des aéroports de Mirabel. La liste des gaspillages et des folles dépenses s'allonge au point que le tiers des recettes fiscales est engouffré par les seuls intérêts sur la dette nationale. Quelle insulte pour les Canadiens! Un tiers de leurs impôts sert à payer les intérêts sur la dette nationale.

En une seule session, monsieur le Président, le gouvernement a demandé sept fois au Parlement l'autorisation d'emprunter de l'argent.

M. Fisher: Écoutez ça. Et il a l'audace de parler de responsabilité parlementaire.

M. Malone: Sept fois, le gouvernement est venu nous prier de lui accorder plus d'argent.

M. Fisher: Ce sont eux qui nous y ont forcés.

M. Malone: Nous avons eu le projet de loi C-30, puis les C-59, C-111, C-125 et C-143. Maintenant, c'est le projet de loi C-151. Pourtant, il y a un libéral qui ose déclarer à un néo-démocrate que tout cela, c'est parce qu'ils ont un grand sens de leurs responsabilités vis-à-vis du peuple canadien et qu'ils devraient être en mesure, par conséquent, d'emprunter sans rendre de comptes. Il soutient, monsieur le Président, que c'est la raison pour laquelle le gouvernement peut emprunter deux milliards de plus qu'il n'a besoin ou qu'il n'a prévu d'utiliser. Monsieur le Président, pour en revenir aux agriculteurs et aux éleveurs de ma circonscription, ils ne vont pas à la banque demander deux milliards de plus que ce qu'il leur faut. Le directeur de la banque leur demanderait ce qu'ils en feront. L'agriculteur dirait qu'il n'en sait rien, que c'est en cas d'urgence ou pour avoir une réserve. Je viens d'une région conservatrice, monsieur le Président, et les agriculteurs ne savent pas d'instinct qu'il va y avoir une urgence. Le gouvernement par contre vient d'une région libérale et les députés de l'autre côté peuvent prévoir une urgence au budget, sachant qu'aussi longtemps qu'ils seront au pouvoir, il y aura urgence. Par conséquent, ils auront besoin de deux milliards. Lorsqu'ils empruntent, ils doivent gonfler les emprunts, car le député qui m'interpelle sait qu'aussi longtemps qu'ils seront en fonction, il y aura un problème. Les libéraux achètent des sociétés pétrolières et des aéroports ou soutiennent leurs amis, ce qui ne peut tout simplement pas se justifier du point de vue économique.

Je rappellerai à la Chambre que le Mexique, qui a sept fois la population du Canada, se trouve au bord de la faillite en raison d'une dette de 80 milliards de dollars. Pourtant ce gouvernement, en une seule session, a emprunté 81.5 milliards, et nous n'avons qu'un septième de la population du Mexique. Comment un grand pays riche comme le Canada peut-il se maintenir? Nous avons des terres agricoles, des forêts, des minéraux et un dixième de l'eau douce du monde. Nous avons toutes ces richesses et ces ressources naturelles, ainsi qu'une

population capable de les exploiter, mais ce gouvernement emprunte au point d'hypothéquer l'avenir.

Monsieur le Président, nous avons le plus grand pays du monde, celui qui a le plus grand potentiel. Et il ne s'agit pas là d'une vaine déclaration politique. C'est un heureux hasard géographique. Notre pays a ce qu'il faut, à long terme, pour devenir plus riche que les États-Unis d'Amérique. En comparaison, le Japon, ce rocher avec 110 millions d'habitants et, pour toutes richesses naturelles, un peu d'étain et de poisson, a une économie florissante, la deuxième du monde. Ici, nous sommes 20 millions, nous ne manquons d'aucune ressource, nous sommes riches pratiquement en tout, mais nous avons une dette nationale accumulée comprise entre 160 et 165 milliards et un gouvernement qui, sept fois en une session, a demandé l'autorisation d'emprunter. Et le député libéral qui m'interpelle trouve cela parfaitement normal. C'est tout simplement une honte et tous les Canadiens devraient se lever pour exiger que ce groupe de bandits soit jeté dehors pour incompetence crasse. Ils ne sont tout simplement pas capables de gérer ce grand pays. Parmi les principales nations industrielles du monde, nous sommes en quarantième position derrière des pays comme la Belgique. C'est une honte, monsieur le Président, pour un pays qui a les moyens économiques du Canada.

D'après les prévisions contenues dans le dernier budget de ce gouvernement, nous connaissons une augmentation constante de la dette au cours des cinq prochaines années. Les agriculteurs et les propriétaires de ranchs de ma circonscription ne partagent pas ce point de vue. Ils peuvent bien s'acheter un tracteur neuf, mais ils ont hâte de voir arriver le jour où il sera payé et où ils ne seront plus criblés de dettes. C'est d'ailleurs le but de tout homme d'affaires, mais voilà un gouvernement qui est tombé dans une ornière—soit dit en passant, une ornière, c'est un peu comme un cercueil sans extrémités—et qui croit que nous serons prospères un bon jour si nous continuons à emprunter pour payer l'épicier. C'est impossible. Tôt ou tard, le Canada sera dans une situation telle que le Fonds monétaire international nous préviendra que nous avons déjà trop de dettes; nous serons alors acculés à la faillite, comme le Mexique, le Venezuela et l'Argentine.

● (1200)

Il importe donc de rappeler le principe fondamental: notre pays ne peut pas continuer à emprunter. Le gouvernement doit être plus efficace, éliminer les programmes superflus et cesser de s'immiscer un peu partout. J'ai d'ailleurs une remarque additionnelle à faire à ce sujet: lorsque le gouvernement continue d'emprunter sur le marché privé comme il l'a fait, 81 milliards au cours d'une session, il est clair que le secteur privé ne peut plus prêter ces 81 milliards à d'autres.

Que constatons-nous dans une société fondée sur l'entreprise? La majorité des économistes s'accordent à dire que c'est le secteur privé qui crée la richesse. Au mieux, le secteur public ne fait que la distribuer. Le gouvernement a une idée fixe: il faut répartir davantage la richesse. En vérité, le secteur privé doit être concurrentiel sur le marché des emprunts, et il lui est de plus en plus difficile d'emprunter pour créer de la richesse. Le gouvernement tente maintenant de répartir plus de richesses que le secteur privé n'en peut créer.